

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>76</b>	<b>4</b>

N° de la séance : 29

Objet de la délibération: Service des  
Assemblées - Conseil d'Exploitation  
ENVIBUS - Désignation des représentants

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2020.029

Date de la convocation :

**Le 09/07/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **23 JUIL. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **23 JUIL. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 17 juillet 2020**

L'an deux mil vingt et le 17 juillet à 15h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 et des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Tanguy CORNEC à Monique GAGEAN, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Hassan EL JAZOULI à Sophie NASICA

**ABSENT :**

Christophe ETORE

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

Par délibération n°2011.048 en date du 11 juillet 2011, le Conseil Communautaire a approuvé la création de la Régie Autonome des Transports Publics de la CASA, dénommée Régie ENVIBUS, et a désigné les membres du Conseil d'Exploitation.

La régie est administrée, sous l'autorité du Président de la CASA et du Conseil Communautaire, par un Conseil d'Exploitation et son Président, ainsi que par un Directeur.

Ce Conseil d'Exploitation est l'organe délibérant de la régie autonome, il est consulté sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de celle-ci.

Conformément aux statuts, il est composé de 9 membres désignés par l'Assemblée Délibérante sur proposition de l'Exécutif : 6 membres élus et 3 personnalités qualifiées.

Selon l'article L. 2221-14 du Code Général des Collectivités Locales et le décret n°2001-184 du 23 février 2001 art. 2 relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public, il convient de désigner conformément aux statuts, dans le cadre du renouvellement électoral, les membres élus et les personnalités qualifiées qui siègent au sein de la régie.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de désigner les membres du Conseil d'Exploitation de la régie Envibus pour le nouveau mandat.

Les candidatures ci-dessous se sont présentées :

<b>Membres élus</b>
Thierry OCCELLI Xavier WIIK Joseph CESARO Marie BENASSAYAG Claire BAES Georges VAZIA

<b>Personnalités qualifiées</b>
Président du Conseil de Développement (ou son représentant) APF – Association des Paralysés de France Accéder Côte d'Azur

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- de désigner les 6 membres élus et les 3 personnalités qualifiées qui siégeront au sein du Conseil d'Exploitation de la régie Envibus, selon la liste ci-dessus.



Conformément à la loi du 13 août 2004 (Art. 142, I) n°2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales, le Président propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de désigner les 6 membres élus et les 3 personnalités qualifiées qui siégeront au sein du Conseil d'Exploitation de la régie Envibus, selon la liste ci-dessous :

Membres élus
Thierry OCCELLI Xavier WIIK Joseph CESARO Marie BENASSAYAG Claire BAES Georges VAZIA

Personnalités qualifiées
Président du Conseil de Développement (ou son représentant) APF – Association des Paralysés de France Accéder Côte d'Azur

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 17 juillet 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

# **STATUTS DE L'OFFICE DE TOURISME DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA-ANTIPOLIS**

## **Préambule**

La loi NOTRe de 2015 a transféré de plein droit aux EPCI, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2017, la compétence en matière de « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ».

La communauté d'agglomération Sophia-Antipolis (CASA) a modifié ses statuts en ce sens par délibération du 27 juin 2016.

La CASA est composée de 24 communes, dont 12 disposant d'un office de tourisme communal : Antibes, Vallauris, Villeneuve-Loubet, Valbonne, Biot, La Colle-sur-Loup, Tourrettes-sur-Loup, Saint-Paul, Le Bar-sur-Loup, Opio, Gourdon et Gréolières.

Sur ces 12 communes, 6 sont stations classées tourisme à la date d'élaboration des présents statuts : Antibes, Vallauris, Villeneuve-Loubet, Biot, La Colle-sur-Loup et Saint-Paul.

## **Article 1**

Il est décidé de créer un office de tourisme sous forme de régie dotée de la seule autonomie financière chargée de l'exploitation d'un service public à caractère administratif.

L'office de tourisme a pour missions :

- d'assurer l'accueil et de l'information des touristes,
- d'assurer la promotion touristique d'une commune ou d'un groupe de communes, en coordination avec le comité régional du tourisme,
- d'assurer la coordination des interventions des divers partenaires du développement touristique local
- d'être chargé de tout ou partie de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique touristique du territoire de la CASA, en coordination avec les communes stations classées et les différents partenaires institutionnels
- d'être, à titre accessoire, chargé de commercialiser des prestations de services,
- soutenir et/ou participer à des structures contribuant au développement touristique du territoire.

## **Article 2**

Le siège administratif de l'office de tourisme est situé au siège administratif de la CASA. Il pourra être modifié sur décision de l'EPCI.

Sa zone de compétence correspond au territoire de l'EPCI.

## **Titre 1<sup>er</sup> : organisation administrative de la régie**

### **Article 3**

La régie est administrée, sous l'autorité du président ou de son représentant désigné, et du conseil communautaire, par un conseil d'exploitation et un directeur.

L'office de tourisme est placé sous la direction administrative d'un directeur. Celui-ci est nommé par le président de la CASA. Il est révoqué dans les mêmes conditions.

Il est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service, désigné par le président de la CASA après avis du conseil d'exploitation.

La CASA met à disposition de la régie « office du tourisme » le personnel nécessaire à son fonctionnement. Les services supports de la CASA assurent le traitement et la gestion des dossiers que lui soumettra la régie.

Les règles relatives à la commande publique sont applicables aux achats réalisés par la régie.

### *Chapitre 1 : le président*

#### **Article 4**

Le président est le représentant légal de la régie dotée de la seule autonomie financière et il en est l'ordonnateur.

Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du conseil communautaire.

Il présente au conseil communautaire le budget, le compte administratif et le compte de gestion de la régie.

Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la régie.

### *Chapitre 2 : le conseil d'exploitation*

#### **Article 5**

Le conseil d'exploitation est composé de 19 membres (19 membres titulaires et 19 membres suppléants) répartis en deux collèges : un collège composé d'élus et un collège composé d'acteurs socio-professionnels.

Les membres du conseil d'exploitation sont désignés par le conseil communautaire sur proposition du président. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

En cas de démission ou de décès d'un membre, le conseil communautaire pourvoit à son remplacement en nommant un autre représentant du collège auquel il appartient, pour la durée résiduelle du mandat.

## **Article 6**

Le collège des conseillers communautaires est composé de 13 membres (13 titulaires et 13 suppléants), élus en son sein par le conseil communautaire, pour la durée de leur mandat.

En application de l'article L.133-5 du code du tourisme, les membres représentant l'EPCI détiennent la majorité des sièges du conseil d'exploitation.

Les 12 communes disposant d'un OT possèdent chacune 1 représentant au sein de ce collège. En sus de ses membres, le Vice-Président en charge de la compétence tourisme est membre de droit.

Parmi elles, les communes stations classées sont des membres invités à titre permanent, mais leurs représentants ne disposent pas du droit de vote, à l'exception du président le cas échéant.

## **Article 7**

Le collège des socio-professionnels est composé de 6 membres (6 titulaires et 6 suppléants) représentant les professions, établissements ou associations intéressées par le tourisme.

Ils disposent tous du droit de vote.

Les membres de ce second collège sont nommés pour la même durée que les membres du premier collège. Leur mandat prend fin lors du renouvellement du conseil communautaire.

## **Article 8**

Les fonctions de membres du conseil d'exploitation ne sont pas rémunérées.

Le règlement intérieur de l'office de tourisme intercommunal prévoit les conditions dans lesquelles les membres peuvent être remboursés des frais de déplacement ou de missions engagés dans le cadre de leurs fonctions.

## **Article 9**

Le conseil d'exploitation élit, en son sein, son président.

L'élection a lieu au bulletin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est élu.

Le conseil d'exploitation peut être amené à désigner des représentants de l'office de tourisme auprès d'organismes extérieurs (institutionnels du tourisme ou autres). Ces représentants peuvent être membres du conseil d'exploitation et/ou personnels de la régie.

## **Article 10**

Le conseil d'exploitation se réunit au moins tous les trois mois sur convocation de son président.



Il est en outre réuni chaque fois que le président le juge utile, ou sur la demande de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le président. La convocation est adressée par écrit au domicile, ou par voie électronique, cinq jours francs avant la date de la séance. En cas d'urgence, le président peut abréger ce délai à un jour.

Le quorum exigé pour que le conseil puisse délibérer valablement est de la moitié des membres votants en exercice. Si ce dernier n'est pas atteint, une seconde convocation sur le même ordre du jour est alors adressée par le président, à trois jours d'intervalle au moins, en vue d'une nouvelle séance qui aura lieu sans quorum.

Les séances du conseil d'exploitation ne sont pas publiques.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des membres votants présents ; en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion. Le DGS de la CASA ou son représentant désigné peuvent également assister aux séances, avec voix consultatives.

#### **Article 11**

Le conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le conseil communautaire ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité (art. R.2221-64 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)).

Le conseil d'exploitation est obligatoirement consulté par le président de la CASA sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la régie et informé de tous les projets ayant trait au tourisme. Les projets et les comptes lui sont soumis. Il peut présenter au président de la CASA toute proposition utile.

L'office de tourisme intercommunal peut constituer des commissions ou groupes de travail thématiques dans les conditions fixées au règlement intérieur.

### *Chapitre 3 : le directeur*

#### **Article 12**

Les missions de direction seront assurées par un agent de la CASA, mis à disposition de l'office du tourisme intercommunal.

Au titre de l'article R.2221-68 du CGCT, le directeur assure la bonne marche du service et prépare le budget.

Il peut, en outre, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature à un ou plusieurs agents de la régie.

## **Titre 2 : dispositions financières**

### **Article 13**

L'ensemble des activités de la régie font l'objet d'une comptabilité unique tenue par le service des finances de la CASA, conformément à l'instruction budgétaire M14 applicable en la matière et soumise aux règles de la comptabilité publique.

Les recettes et les dépenses d'exploitation de la régie font l'objet d'un budget annexe au budget de l'EPCI, voté par le conseil communautaire :

- en cas d'insuffisance des sommes mises à la disposition de la régie, cette dernière ne peut demander d'avances qu'à la CASA. Le conseil communautaire fixe la date de remboursement des avances ;
- les fonds de la régie sont déposés au Trésor.

### **Article 14**

Le budget de la régie est préparé par le directeur, soumis pour avis au conseil d'exploitation, présenté par le président et voté par le conseil communautaire.

Il est exécutoire dans les mêmes conditions que le budget de la CASA. Il peut être modifié dans les mêmes formes.

Lors de la présentation du budget, le président fournit à l'appui de ses propositions un exemplaire du dernier compte administratif ainsi qu'un rapport faisant ressortir la situation financière et économique de la régie.

La tarification des prestations et produits fournis par la régie est fixée par le conseil communautaire, après avis du conseil d'exploitation

En fin d'exercice l'ordonnateur établit le compte administratif et le comptable établit le compte de gestion. Le président soumet les comptes pour avis au conseil d'exploitation puis les présente au conseil communautaire dans les délais fixés à l'article L 1612-12 du CGCT.

### **Article 15**

Le président émet les titres de recette et ordonnance les dépenses sur la proposition du directeur. Il peut donner délégation au directeur pour le visa des quittances délivrées aux usagers du service ou le visa des titres de perception.

### **Article 16**

L'administrateur des Finances publiques adjoint d'Antibes Municipale, comptable de la CASA, est seul chargé de poursuivre le recouvrement de toutes les recettes de la régie, ainsi que d'acquitter les



dépenses ordonnancées par le président de la CASA, jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

Il est un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal. Il est nommé par le Préfet, sur avis conforme du Administrateur Général des Finances publiques.

### **Titre 3 : fin de la régie**

#### **Article 17**

L'office de tourisme cesse son exploitation en exécution d'une décision de l'EPCI, par délibération de son conseil communautaire.

#### **Article 18**

La délibération décidant de renoncer à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de celle-ci. Les comptes sont arrêtés à cette date. Le président est chargé de procéder à la liquidation de la régie et désigne à cet effet un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable, qui est annexée à celle de la CASA.

Au terme des opérations de liquidation, l'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes de l'EPCI.

Fait à Valbonne, le : 29/12/2016

Le Président :

  
LE PRÉSIDENT,  
JEAN LEONETTI

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 17/07/2020  
Numéro : CC\_2020\_029  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Conseil d'Exploitation ENVIBUS - Désignation des représentants  
Matière : 5.3 - Designation de representants  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : dskrXif

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 23/07/2020  
Identifiant : 006-240600585-20200717-CC\_2020\_029-DE

**Acte reçu**

Date : 17/07/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_029  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 3  
Objet : Conseil d'Exploitation ENVIBUS - Désignation des représentants  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20200717-CC\_2020\_029-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20200717-CC\_2020\_029-DE-1-1\_2.PDF

N